

21 janvier 2015

Des déficits académiques accumulés et perpétués

Depuis de nombreuses années, les universités québécoises accumulent déficits académiques sur déficits académiques. Déjà, il est bien documenté qu'il leur manque un grand nombre de professeurs, autant pour assurer une formation de qualité que pour conserver et développer leur dynamisme en recherche. De plus, la déficience chronique de leurs budgets d'investissements immobiliers encourage souvent leurs administrateurs des universités à croire qu'il soit normal de procéder, aux fins d'entretien de bâtisses vétustes, à des ponctions indues dans les fonds de fonctionnement prévus pour encadrer la mission fondamentale universitaire de formation et de recherche. Ce qui est encore plus désolant, c'est que ces mêmes administrations universitaires se sont habituées à composer avec la peau de chagrin de leur contexte budgétaire. Par un cumul de décisions hypothéquant la mission universitaire (ratio professeurs.es-étudiants.es beaucoup trop bas, augmentation de la taille des groupes-cours, coupures dans le support à la recherche, etc.), ils arrivent parfois à dégager des surplus apparents dans leur fonds de fonctionnement, leur permettant ensuite des transferts de ces surplus vers les fonds immobiliers, qu'ils perçoivent comme ayant des besoins criants. Quant à lui, constatant que les universités semblent pouvoir « survivre » avec les moyens déjà mis à leur disposition, le gouvernement trouve normal de réduire « raisonnablement » son support aux universités. Comme l'érosion globale est lente, et que l'impact de tout cela ne se fera sentir qu'à moyen ou long terme, l'urgence de réagir est difficile à mettre de l'avant de manière flamboyante. Quand, trop tard le constat sera enfin évident, le coût financier et social sera prohibitif, et il faudra très longtemps et des ressources énormes pour y remédier. Il n'est pas clair que la société québécoise aura alors les moyens de le faire.

François Bergeron
Département de mathématiques